

«Monsieur le président de l'Assemblée nationale, mesdames, messieurs les députés,

«Les générations passent, les régimes se succèdent, les hommes changent, seuls les peuples et les nations demeurent».

J'ai choisi d'accréditer cette formule universelle en adressant pour la première fois à la nation malienne à travers votre auguste assemblée, pour signifier les limites trop restreintes, le temps, des dimensions personnelles de l'homme, pour marquer l'immensité des actions individuelles isolées et pour magnifier la grandeur du peuple dont nous sommes les serviteurs et auquel nous demeurerons éternellement redevables.

C'est ce peuple qui, il y a trois ans, a consenti l'ultime sacrifice pour se hisser au plus haut point de la consécration des vertus républicaines, des valeurs de démocratie et de l'expression plurielle.

Et c'est peu nous imposer que de nous souvenir que, c'est grâce à la confiance qu'il nous a accordée par son suffrage, que nous avons le privilège de parler et d'agir en son nom, mais également le redoutable devoir de répondre devant lui de nos agissements et de nos comportements et de lui rendre compte de l'accomplissement de la mission dont il nous a investis.

C'est pourquoi, le moindre de nos actes, faits et gestes pour avoir une signification véritable, doit être apprécié et perçu à l'aune des aspirations des différentes composantes du peuple.

C'est à ce titre, et, sous l'impulsion d'une pratique démocratique fort opportunément consacrée par notre Constitution que j'ai aujourd'hui l'honneur de soumettre à la sanction des élus du peuple que vous êtes, les grandes orientations de la politique de la nation que le gouvernement a le devoir de déterminer et de conduire dans l'accomplissement des lourdes charges que le président de la République a bien voulu lui confier à travers un mandat spécifique.

Je tiens auparavant, à rendre un vibrant hommage à mes aînés et prédécesseurs M. Younoussi Touré et Me Abdoulaye Sekou Sow qui, au lendemain de la formation de leurs équipes avaient eu le mérite de soumettre à votre illustre institution, respectivement le 30 juillet 1992 et le 13 mai 1993, une Déclaration de politique générale dont les différents thèmes et axes, par la qualité et la pertinence de leur contenu, avaient à juste raison emporté votre adhésion et bénéficié de votre caution.

Les objectifs définis dans leur Déclaration de politique générale demeurent pour l'essentiel encore actuels et je m'engage à poursuivre leur mise en œuvre.

Les autorités de la 3<sup>e</sup> République en arrivant aux affaires se sont engagées à investir leur mandat, à la réalisation des aspirations nobles, légitimes et profondes du peuple. Au nombre de ces aspirations, figurent en bonne place et de toute évidence, la poursuite et la revalorisation du processus démocratique, la création des conditions d'un réel épanouissement moral, physique et matériel de tous les enfants de la nation, la garantie de sécurité des personnes et des biens, l'accès à la santé, et à l'éducation.

Le mandat assigné à mon gouvernement, comme du reste à ceux qui l'ont précédé, est de rechercher les voies et moyens adéquats pour traduire ces aspirations dans les faits.

Il n'y aura donc pas changement fondamental de politique ou d'orientation mais simplement une variation de style et une redéfinition de l'échelle des priorités en raison des contingences nouvelles apparues dans la vie nationale.

Les premières énergies de mon équipe seront transportées vers la consolidation des acquis de la démocratie, vers la gestion des effets économiques et sociaux de la dévaluation du Franc CFA intervenue en janvier dernier, vers la résorption de la crise sociale, scolaire notamment.

Le choix pour la démocratie, c'est l'option pour un ensemble de comportements bâtis sur des valeurs d'exemple dont les plus importantes sont le respect de soi et de l'autre, la culture en soi du patrimoine, l'aspiration à l'idéal de liberté et de dignité, l'acceptation de la différence et des règles de l'alternance.

La démocratie, c'est la propension à défendre l'intérêt général de la communauté, c'est œuvrer pour le règne de la justice sociale, de la liberté, de l'égalité des citoyens devant la loi, de l'égards de la loi pour tous les citoyens.

Certes, comme toute entreprise humaine, la culture de la démocratie est difficile et balbutiante à ses débuts. Si elle réussit à survivre à la crise de l'enfance, elle ne réussira que difficilement à l'adolescence. Notre expérience démocratique ne saurait faire exception à cette règle générale. Si chèrement acquise au prix de la vie de nombreux martyrs devant la mémoire desquels je m'incline, au prix

## DES ASPIRATIONS IMMUABLES, UN STYLE DIFFÉRENT ET DES PRIORITÉS REDÉFINIES

*La déclaration de politique générale du Premier ministre Ibrahim Boubacar Keita devant l'Assemblée nationale*

du sang, des larmes, de la sueur et de la destruction de nombreux biens matériels et financiers, notre démocratie recule néanmoins en elle, les forces, les énergies et les potentialités nécessaires à sa consolidation, à son rayonnement et à sa pérennisation.

Il lui suffira pour cela de se libérer des entraves liées à son adolescence, de briser les obstacles qui se dressent sur son parcours et de vaincre les tares qui la minent de l'intérieur. Et c'est un devoir pour chaque Malien de prendre part à ce combat permanent.

La formation de l'actuelle équipe gouvernementale est intervenue comme vous le savez dans un contexte politique particulièrement difficile, marqué par une crise sociale et économique des plus aiguës que notre pays ait jamais traversées. Les bases politiques consensuelles jetées en avril 1993 et qui avaient conduit à la constitution d'un gouvernement de large ouverture, ont été ébranlées.

Cette situation, assurément, n'a jamais été souhaitée, ni voulue, ni à tortion suscitée. Elle s'est imposée au hasard d'un concours de circonstances malencontreuses ayant entraîné, non pas une césure profonde entre formations politiques issues du Mouvement démocratique, mais une incompréhension qui, j'en suis sûr, ne saurait être que temporaire.

Il s'agit d'une divergence dans l'interprétation de situations particulières mais qui n'a jamais entamé le fond, et ce fond, c'est la volonté que nous partageons tous ensemble, de poursuivre la construction d'une société de démocratie pluraliste fondée sur le droit et sur le respect de la personne humaine; c'est notre engagement à œuvrer inlassablement à l'épanouissement des libertés individuelles, des libertés collectives, des libertés des collectivités qui sont les caractéristiques essentielles de l'Etat de droit.

Notre processus démocratique, bien parti, bien enclenché doit être jalousement conservé et précieusement consolidé.

Je puis ici affirmer, que pour sa part, le gouvernement mettra tout en œuvre pour rétablir les voies du dialogue et de la concertation avec tous ses partenaires sociaux et avec tous les membres de la famille du Mouvement démocratique, car il demeure convaincu que quelque variées que puissent être les intérêts des formations du Mouvement démocratique, ces intérêts ne sauraient être que solidaires et quelques-uns de ces intérêts ne sauraient être que complémentaires et convergents.

C'est dans cette optique et avec cet esprit que des dispositions appropriées sont en cours pour parachever la mise en place des autres institutions de la République. Après l'installation de la Cour constitutionnelle, appelée à jouer un rôle très important dans la régulation du fonctionnement des institutions de la République et de l'activité des pouvoirs publics, le Conseil économique, social et culturel ne tardera pas à voir le jour et à être bientôt fonctionnel.

L'adoption prochaine des textes relatifs à la décentralisation accélérera la mise en place du Haut conseil des collectivités.

Le devoir de construire une société de démocratie, ne doit jamais nous faire perdre de vue cette autre nécessité encore plus impérieuse, de sauvegarder et de consolider l'Etat en restaurant l'autorité.

L'érosion de l'autorité de l'Etat qui constitue par elle-même une menace réelle à l'existence de la collectivité nationale, devrait être une interpellation permanente à l'adresse de chacun d'entre nous et provoquer le dévouement nécessaire à porter les consciences vers le sursaut et le réassoulement.

L'Etat est non seulement le dernier rempart du citoyen, mais aussi le terrain, l'allée dirai-je la voie nourricière de la démocratie. C'est pourquoi la restauration de son autorité apparaît comme un préalable à la réalisation de l'Etat de droit. Car en effet, l'une et l'autre impliquent :

- l'édiction de normes juridiques conçues à l'image de la société et adaptées à ses réalités;
- la participation du citoyen et de la société à la règle préalable;
- la restitution à la loi de toute la force qui lui est due;
- la confiance dans les institutions

et organes de l'Etat qui ont mission de poser la règle de droit et d'en assurer l'application.

Elles impliquent enfin, justice, équité, honnêteté et rigueur dans l'application de la loi de la part de ceux qui en ont la charge. Nul n'est et ne sera au-dessus de la loi.

La restitution à la Justice de son indépendance et son érection en pouvoir au même titre que le législatif et l'exécutif, devront tendre à assoir et à consacrer définitivement ce postulat.

Et c'est le lieu d'annoncer que l'Etat entend créer les conditions morales et matérielles nécessaires pour une saine distribution de la justice et pour un meilleur accès de tous à la justice.

En plus de l'ouverture très prochaine des tribunaux administratifs de Kayes, de Bamako et Mopti, des efforts seront consentis pour restaurer et équiper les tribunaux et cours déjà existants, et sans attendre de l'Etat, il n'est point de justice véritable.

Désormais, la restauration de l'autorité dépassera le stade de slogan ou de vœu pieux pour devenir une réalité concrète et quotidienne, car de l'ordre social et de la stabilité, dépendent la survie de l'Etat et l'avenir de la démocratie.

La passion pour le dialogue et la concertation n'est certainement pas antinomique avec la nécessaire affirmation de l'intérêt supérieur de la nation inviolable et sacré et qui mérite d'être préservé et défendu quel qu'en soit le prix.

Point d'autoritarisme, mais plus d'autorité; jamais plus de laxisme et davantage de sens des responsabilités. L'Etat ne sera jamais plus l'otage de quelques individus ou groupes qui se livrent à des revendications de recours et de revendications, restent ouvertes et garanties à tous les citoyens sans exception.

Mais l'usage de la violence dont les manifestations nombreuses et répétées ont achevé d'épuiser la patience du peuple, ne sera plus toléré.

Mon gouvernement s'appuiera sur le Droit pour rétablir, préserver et pérenniser l'ordre public démocratique, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, publics et privés, pour sécuriser les agents publics et pour garantir aux institutions, services et organismes de l'Etat, un fonctionnement normal, régulier et permanent.

Cette politique déjà amorcée comme vous avez pu constater, sera poursuivie dans le strict respect des principes et règles dignes de l'Etat de droit dont le Mali démocratique se réclame.

C'est le lieu de rappeler, que nos une part déterminante à prendre dans ce vaste mouvement, ont su répondre à toutes les attentes, déterminées qu'elles sont, à assumer et à assumer que les missions républicaines qui sont désormais les leurs. C'est la preuve, qu'ils ont réussi à se doter d'une capacité à opérer la mutation exigée par le passage d'un régime totalitaire à un régime démocratique.

C'est pourquoi, la réhabilitation des Forces armées et de sécurité a occupé une bonne place parmi les thèmes débattus lors des journées de réflexion sur les Forces armées et de sécurité tenues le 2 avril 1994. Le gouvernement veillera à les mettre en état de jouer pleinement le rôle qui leur est désormais dévolu notamment en mettant à leur disposition les moyens matériels et les équipements adaptés à leurs missions, et à créer dans les casernes des conditions de séjour, aptes à garantir leur efficacité.

Je ne saurais clore ce sujet sans évoquer tout au plus haut point, c'est à n'en pas douter, la question du Nord. Comme vous, je suis heureux de constater l'atmosphère nouvelle créée dans cette partie du Mali depuis l'avènement du Pacte national et la mise en œuvre de certaines de ses dispositions relatives au rétablissement de la paix et de la sécurité. Tout sera entrepris pour continuer à faire du Pacte national un facteur d'unité et de concorde nationales.

Le gouvernement œuvre au renforcement des conditions propices au retour effectif et à la réinsertion des populations déplacées et de celles relatives à la relance des actions de développement avec la participation des populations concernées dans le cadre d'une politique de décentralisation dy-

namique et plus engagée.

Car à l'évidence, la décentralisation offre un véritable socle pour l'éclosion de la démocratie à la base. C'est pourquoi, l'élan pris par notre processus de décentralisation, en particulier depuis le démarrage effectif des travaux de la Mission de décentralisation, sera renforcé et entretenu au rythme de l'adhésion des populations. Une mobilisation conséquente des moyens humains, institutionnels, matériels et financiers sera opérée en fonction des ressources de l'Etat et de celles des collectivités pour matérialiser cette aspiration légitime des populations.

La plupart des projets de textes législatifs et réglementaires, notamment le projet de loi portant Code des collectivités, sont prêts à être soumis à votre approbation. Le rôle de sensibilisation et de formation dévolu aux élus locaux, est déterminant pour la réussite du pari de la décentralisation.

Quant à l'administration générale d'Etat, la modernisation de son système et la simplification de ses procédures et méthodes, ont amorcé une phase de mise en œuvre avec l'équipement de nombreux services en matériel informatique; ce qui améliore les conditions de travail des agents et la qualité des prestations fournies aux usagers.

Mon gouvernement entreprendra toutes réformes propres à rapprocher l'administration de ses usagers et à la rendre plus dynamique et partant, plus performante et plus humaine. Le gouvernement s'engage à favoriser la culture du professionnalisme et à susciter l'émergence de grands commis de l'Etat à l'abri des tracasseries politiciennes et au service exclusif de l'administration.

Bien sûr, seront créés à la faveur des nouveaux textes sur l'administration générale, des postes de secrétaires généraux dans les départements ministériels aptes à aider à la sauvegarde de la mémoire de l'Etat et à garantir la continuité de l'action administrative.

On a dit à juste titre que la presse est l'un des piliers de la démocratie. Mon gouvernement œuvrera à l'épanouissement de la Presse dans notre pays. Quelle soit publique ou privée, elle trouvera assistance auprès des autorités de la 3<sup>e</sup> République.

Toutefois, nous veillerons au respect des règles élémentaires de la déontologie, des termes des cahiers de charges qui les régissent, ainsi que des textes de loi que vous avez adoptés.

Dans le domaine de la culture, mon gouvernement poursuivra les actions entreprises en matière de revalorisation et de sauvegarde du patrimoine culturel et artistique. Il en sera de même pour la soutien à la production et la distribution cinématographiques.

La situation économique et sociale reste incontestablement marquée par la récente décision de dévaluation du Franc CFA, prise souverainement par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Zone franc, en harmonie avec les institutions financières internationales et les partenaires au développement.

Cet état de fait, pour être bénéfique à notre économie, ne doit cependant pas bouleverser nos habitudes de gestion et de notre mode de consommation. Des dispositions ont déjà été prises pour circonscrire les effets néfastes nés de cette dévaluation qui ont fait l'objet d'une déclaration par mon prédécesseur, le 30 janvier 1994 devant votre auguste assemblée. Mon gouvernement est solidaire des mesures contenues dans cette déclaration et réaffirme sa détermination à poursuivre leur application et à consolider les résultats acquis afin d'assurer la protection des couches sociales les plus vulnérables.

Malgré les mesures courageuses d'ajustement interne renforcées entreprises par la Troisième République dès son avènement en juin 1992, la situation financière de notre pays ne connaît que peu d'amélioration. Suite à l'ajustement externe intervenu le 12 janvier 1994, mon gouvernement a négocié et signé avec le Fonds monétaire international, le 17 février de cette année, un document cadre de politique économique et financière à moyen terme 1994/1996 ainsi qu'un mémorandum sur les politiques économiques et financières pour 1994. La stratégie qui sous-tend cette politique, s'appuie sur trois éléments essentiels :

**Premièrement**, le changement de la parité du Franc CFA, qui contribuera

au rétablissement de la compétitivité de l'économie et devra engendrer une croissance conséquente des activités de substitution à l'importation et des exportations, notamment de coton, des fruits et légumes, de la viande et de l'or.

**Deuxièmement**, la poursuite d'une politique prudente de la demande externe, à travers une réduction de l'absorption des ressources par le secteur public qui vise à assurer que les effets positifs de la dévaluation ne seront pas érodés par une accélération du taux d'inflation.

**Troisièmement**, le renforcement des réformes structurelles destinées à accélérer le développement d'un secteur privé dynamique et à assurer une forte réponse de l'offre.

Les objectifs macro-économiques que nous nous sommes assignés à travers cette stratégie sont une croissance économique de l'ordre de 5 % par an en 1995, une réduction progressive de la pauvreté en milieu urbain et en milieu rural, un taux d'inflation de 35 % en 1994 et de moins de 4 % à partir de 1996 et une balance des paiements viable à partir de 1997.

En matière de finances publiques, le déficit global devrait être réduit progressivement de 14,8 % du Produit intérieur brut (PIB) en 1994 à 10 % en 1996 grâce à une amélioration sensible des recettes et à une maîtrise effective des dépenses courantes.

La réalisation du taux de croissance prévu nécessite le maintien en termes réels du niveau des investissements et une amélioration de son efficacité. Les mesures macro-économiques et structurelles envisagées devraient conduire à un accroissement de l'épargne intérieure de 5,7 % du PIB en 1994 à 10,1 % du PIB en 1996; tandis que l'épargne publique augmenterait de 1 % à 4,3 % pour la même période. La part des investissements privés devrait augmenter de manière significative en rétro-

passant le rétablissement de la compétitivité en termes de prix relatifs, à la libéralisation continue du cadre réglementaire, et à la mise en œuvre effective des mesures destinées à encourager l'initiative privée.

La relance de notre économie reposera sur le développement des secteurs clés que sont l'agriculture, l'élevage, les mines, les industries, l'artisanat, les infrastructures de base et le développement des ressources humaines.

En matière de développement rural, les objectifs généraux de notre pays sont l'amélioration des revenus et des conditions de vie des populations, la réalisation de la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la conservation des ressources naturelles. Ce secteur qui contribue pour plus de 40 % à la formation du produit intérieur brut (PIB) soit 75 % des exportations et emploie de 80 % des populations, est aujourd'hui dans une situation des plus défavorables en raison de l'effet de dévaluation qui a entraîné une baisse de la dévaluation pour certaines filières de production.

Mon gouvernement s'est engagé avec l'appui des partenaires au développement à la création d'une agence de promotion des investissements dans ce secteur.

Le changement de la parité appuyé par les politiques macro-économiques et financières déjà énoncées crée un contexte favorable pour atteindre les objectifs.

Le renforcement de la compétitivité des filières exportatrices: le coton et les produits textiles, les produits artisanaux, le bétail et ses sous-produits, les fruits et légumes et le riz dans un avenir proche.

Le développement du marché national des produits locaux.

- de promotion de l'industrie touristique.

Dans ce but, le gouvernement poursuivra et accélérera la restructuration des filières coton, riz et autres cultures céréalières en cours. Il élaborera et mettra en œuvre un programme national de relance des exportations, un programme de valorisation et de transformation des produits agricoles et pastoraux et un programme national de nutrition. Des efforts particuliers seront déployés pour maîtriser le renchérissement du coût des intrants agricoles et d'une manière générale des coûts de production.

Les populations rurales et urbaines continueront de bénéficier des efforts soutenus d'une politique d'hydraulique et d'énergie dont les grands axes demeurent :

- l'approvisionnement en eau potable des zones rurales, des centres urbains et péri-urbains;

- l'amélioration de l'habitat et l'aménagement des berges;

- l'extension du réseau électrique;

- l'amélioration de la structure des sources d'énergie qui est à forte composante lignee (environ 90 %).

Le développement du secteur minier est aujourd'hui une des priorités de notre gouvernement. Il sera l'un des moteurs de la croissance économique à court et moyen termes à travers la production des matières premières (or),

Suite en page 5



Suite de la page 4

des intrants agricoles (phosphates) et de matériaux de construction (matériau réparti sur).

- la révision du cadre réglementaire, législatif et institutionnel,

- la promotion des investissements privés et de l'activité minière artisanale, la poursuite et l'intensification des travaux de prospection et d'évaluation des indices,

- la mobilisation de moyens matériels et financiers,

- le renforcement des capacités nationales de gestion et de promotion, la diversification des produits de l'exploitation minière.

Nous restons convaincus que les activités industrielles, artisanales et commerciales doivent être laissées à l'initiative privée. Le changement de la part d'Etat doit être progressif et en 35 % de la part d'Etat.

Pour encourager le secteur privé à réaliser pleinement ses opportunités, le gouvernement entend consolider les acquis et approfondir les engagements. En particulier le gouvernement mettra l'accent sur l'amélioration du cadre législatif, réglementaire, la protection des unités industrielles nationales, l'assainissement et le renforcement du système financier, l'intensification de la lutte contre la fraude, l'accélération des réformes des entreprises publiques et le développement des infrastructures de base.

Les objectifs et stratégies dans le domaine des infrastructures de base, sont :

- la mise en œuvre du projet sectoriel des transports

- la restructuration et le renforcement de la capacité de gestion de la Société Énergie du Mali,

- les zones industrielles, artisanales et la mise en service du volet énergie de Manantali,

- la création d'une cellule de contrôle et de redressement économique et d'une unité spéciale mixte de lutte contre la fraude renforcée récemment par les réaménagements à la baisse de la fiscalité de porte seront de nature à juguler la fraude qui est devenue un véritable fléau pour notre économie.

L'unité spéciale mixte de lutte contre la fraude doit l'action à permis de mieux sécuriser les recettes de la douane connaissant bien sûr un réel succès pour une meilleure harmonie avec celle-ci.

La cellule de contrôle et de redressement économique a produit un rapport d'étape d'un très grande valeur dont l'exploitation permettra aux autorités compétentes de procéder à des redressements certains et importants.

Nous procéderons à l'évaluation des activités de ces deux unités dont l'importance n'échappe à personne.

Par ailleurs pour lutter contre la spéculation, le gouvernement engage vivement les populations à organiser des coopératives de consommation.

Le développement des ressources humaines sera soutenu par la mise en œuvre de la politique de population, l'universalisation des soins de santé primaires et la politique de base. Le système éducatif fera l'objet d'un chapitre particulier eu égard à la situation qui prévaut.

La situation sanitaire du pays malgré tous les efforts déployés reste encore très préoccupante. Aussi, la mise en œuvre de la politique sectorielle de santé se poursuivra autour d'objectifs prioritaires tels :

- réduire de façon drastique et durable les taux de morbidité et de mortalité maternelle et infantile-juvénile;

- mettre en œuvre la réforme hospitalière;

- réactualiser la fonction socio-sanitaire;

- faire adhérer totalement et durablement les populations à l'auto-promotion de leur propre état de santé.

Au delà des liens patents entre santé et développement, nous avons la ferme volonté d'assurer la santé à chaque Malien pour qu'il donne le meilleur de lui-même et qu'il apporte la solution la plus créative à son problème de santé et ainsi s'épanouisse pour que s'épanouisse le Mali.

Au plan social, la mise en œuvre de la politique de solidarité et du programme en faveur des personnes âgées sera poursuivie avec la même détermination et les mêmes modalités de solidarité et de conditions de l'auto-promotion individuelle, de groupe et communautaire des couches vulnérables.

Il est certain que la dévaluation aura de courts termes des effets négatifs sur la santé des populations notamment les groupes vulnérables. Les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement dans un effort de solidarité nationale en faveur du secteur sanitaire et social, resteraient à travers le développement mis en œuvre par les bailleurs de fonds et le Fillet social contribueront à atténuer les effets de la dévaluation sur les couches défavorisées de notre

## LA DECLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PREMIER MINISTRE IBRAHIM BOUBACAR KEITA (SUITE)

population.

L'emploi productif conçu de façon durable et économiquement profitable est nécessairement une résultante de la croissance économique. De même, des politiques volontaristes de création d'activités à haute intensité de main d'œuvre seront encouragées. Les programmes de relance économique déjà entrepris avec certains donateurs seront encouragés afin de nous doter d'un secteur privé moderne et productif. La politique des lignes de crédit permettant une intervention plus accrue de notre système bancaire dans la promotion du secteur privé sera également poursuivie. Nous nous emploierons avec la rigueur qu'il faudra, à mobiliser au profit de ce secteur porteur d'espoir, les ressources indispensables à son développement.

La crise que connaît notre système éducatif et qui préoccupe l'ensemble de notre peuple requiert que soit menée une profonde réflexion qui prenne en compte l'évolution de la situation socio-politique de notre pays depuis les événements du 26 mars 1991 et qui intègre les contraintes de l'environnement économique mondial. Cette réflexion, déjà entamée par les départements en charge de ce secteur vital, sera élargie à tous les partenaires de l'École. Elle sera axée sur la recherche de solutions visant principalement à la réduction des dissonances et des iniquités du système, au réajustement de son équilibre, notamment par l'élargissement de la base de la pyramide scolaire, à l'amélioration de son rendement interne et externe et à la recherche de l'équilibre entre l'offre et la demande d'éducation; l'objectif visé étant de bâtir une école performante, apte à relever les défis du troisième millénaire.

Les tares dont souffre notre école sont connues de tous. Nous nous contenterons ici d'en rappeler quelques unes.

- l'insuffisance ou du l'inadéquation, lorsqu'ils existent, des textes réglementaires,

- l'insuffisance du personnel,

- l'insuffisance de matériels didactiques et d'équipements,

- la faiblesse des ressources financières et de l'encadrement pédagogique,

- la faiblesse des taux de scolarisation et d'alphabetisation,

- le peu de fiabilité des données statistiques,

- la baisse notoire de la qualité de l'enseignement,

- la faiblesse des capacités de gestion,

- la faible participation des collectivités à la vie de l'école,

- l'exploitation pédagogique insuffisante des ressources que constituent nos langues nationales,

- le déséquilibre au détriment de l'Éducation de base.

Enfin, la réorganisation des associations de parents d'élèves appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans le devenir de l'école et l'implication permanente de tous les partenaires de l'école malienne dans la conception et la mise en œuvre de tout projet touchant l'avenir de notre système éducatif, permettront véritablement de faire de l'école l'affaire de tous.

Mais pour que cette importante tâche de rénovation de l'École malienne puisse être menée avec succès, il est nécessaire que les uns et les autres comprennent que le gouvernement ne peut, à chaque étape, faire que ce qu'il peut faire, et qu'il aura toujours souci de faire coïncider les ambitions avec les moyens souvent réduits dont il dispose.

L'importance de la recherche scientifique et technologique dans le développement économique et social n'échappe pas à mon gouvernement; des actions seront engagées afin de rendre les structures de recherche plus performantes.

En tout état de cause, le gouvernement a la volonté de mettre fin à l'agitation stérile quasi endémique que connaissent nos établissements scolaires et de prendre à cet effet toutes mesures susceptibles de ramener au sein de l'école les débats concernant la pédagogie, la discipline, les normes de fonctionnement des établissements d'enseignement, c'est-à-dire l'avenir de l'institution scolaire.

Le gouvernement apprécie à sa juste valeur la disponibilité et la compréhension de nos partenaires sociaux et qui ont permis de poursuivre une concertation parfois difficile mais toujours marquée du sceau de la responsabilité.

Ce dialogue positif entre hommes et femmes de bonne volonté se poursuivra en intégrant dans le Pacte social et dans les différentes revendications catégorielles, la nouvelle donne que constitue la dévaluation du franc CFA.

Le gouvernement qui a une cons-

national contribueront à démocratiser l'enseignement et à améliorer la qualité.

Depuis l'avènement de la démocratie dans notre pays, notre peuple s'est résolument engagé à faire reculer l'ignorance et l'obscurantisme en donnant à chaque Malien et à chaque Malienne le minimum éducatif qui les rendra aptes à participer pleinement à la vie de la nation.

Pour atteindre ce noble objectif, des mesures touchant les différents ordres d'enseignement seront initiées. Elles consisteront à favoriser l'expansion de l'accès à l'Enseignement fondamental par la prise en charge de l'éducation préscolaire et spéciale, l'implication des populations dans la vie de l'école, un recrutement conséquent de maîtres, la mise en œuvre d'un programme global de mise en place de cantines scolaires avec des ressources locales qui seront complétées par des apports extérieurs, l'élaboration d'un programme national de dotation des écoles en matériel didactique, la dynamisation des blocs scientifiques en les équipant et en formant les maîtres chargés de les animer; le renforcement des capacités des Inspections de l'Enseignement fondamental, secondaire général, technique et professionnel; de l'égrégation des maîtres de l'ensemble du système éducatif.

Des dispositions seront également prises pour réviser la politique d'orientation afin d'arriver à une plus grande maîtrise des flux et à une meilleure adéquation formation-emploi.

Afin de rendre le secteur de la production plus compétitif, mon gouvernement mettra un accent tout particulier sur la formation technique et professionnelle des ressources humaines, indispensables à la promotion des petites et moyennes entreprises. Il encouragera l'introduction de la formation technique et professionnelle dès le Fondamental.

Des critères objectifs de sélection seront définis pour l'attribution des bourses dans les écoles secondaires et supérieures. Une répartition plus judicieuse des ressources financières entre les différents ordres d'enseignement permettra d'accroître les dépenses d'éducation au détriment des dépenses sociales.

La révision des cursus et des programmes aura une incidence heureuse sur les résultats obtenus aux différents examens ainsi que sur les taux de redoublement et d'abandon, sans que l'École y perde en crédibilité.

L'information des services centraux favorisera l'amélioration dans leurs fonctions d'information, de programmation, de budgétisation, de gestion du personnel et accroîtra les capacités de gestion de l'Éducation nationale et le rendement interne du système.

Enfin, la réorganisation des associations de parents d'élèves appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans le devenir de l'école et l'implication permanente de tous les partenaires de l'école malienne dans la conception et la mise en œuvre de tout projet touchant l'avenir de notre système éducatif, permettront véritablement de faire de l'école l'affaire de tous.

Mais pour que cette importante tâche de rénovation de l'École malienne puisse être menée avec succès, il est nécessaire que les uns et les autres comprennent que le gouvernement ne peut, à chaque étape, faire que ce qu'il peut faire, et qu'il aura toujours souci de faire coïncider les ambitions avec les moyens souvent réduits dont il dispose.

L'importance de la recherche scientifique et technologique dans le développement économique et social n'échappe pas à mon gouvernement; des actions seront engagées afin de rendre les structures de recherche plus performantes.

En tout état de cause, le gouvernement a la volonté de mettre fin à l'agitation stérile quasi endémique que connaissent nos établissements scolaires et de prendre à cet effet toutes mesures susceptibles de ramener au sein de l'école les débats concernant la pédagogie, la discipline, les normes de fonctionnement des établissements d'enseignement, c'est-à-dire l'avenir de l'institution scolaire.

Le gouvernement apprécie à sa juste valeur la disponibilité et la compréhension de nos partenaires sociaux et qui ont permis de poursuivre une concertation parfois difficile mais toujours marquée du sceau de la responsabilité.

Ce dialogue positif entre hommes et femmes de bonne volonté se poursuivra en intégrant dans le Pacte social et dans les différentes revendications catégorielles, la nouvelle donne que constitue la dévaluation du franc CFA.

Le gouvernement qui a une cons-

science claire de la situation économique et financière difficile que traverse notre pays mènera ce dialogue avec la conviction que notre peuple, fidèle aux vertus qui fondent sa grandeur et réconcilié avec lui-même, possède les ressources morales nécessaires pour trouver le chemin de la relance économique et de la prospérité.

Ce chemin passe par notre prise en charge de nous-mêmes et de notre moral que je convie l'ensemble du peuple malien. C'est la condition sine qua non de la réussite, si nous voulons venir à bout de l'adversité à visage multiple qui est notre lot quotidien, si nous voulons enfin faire de notre cher Mali une nation libre.

L'emploi productif conçu de façon durable et économiquement profitable est nécessairement une résultante de la croissance économique. La création d'emplois à grande échelle est fonction de la réalisation et du maintien d'un taux de croissance supérieur au taux de croissance de la main-d'œuvre.

Le gouvernement s'emploiera à relier les politiques de l'emploi aux politiques économiques générales et en particulier aux politiques d'investissement.

En outre, il prendra des mesures pour réformer les systèmes et programmes d'enseignement afin de mieux satisfaire les besoins du marché du travail.

Les secteurs agricole et artisanal continueront d'absorber une large portion de la main-d'œuvre à l'avenir. Toutefois, des politiques et mesures d'appui visant à promouvoir la création d'emplois et l'accroissement de la productivité, doivent être mises en place dans tous les secteurs.

Mon gouvernement s'attachera particulièrement à maintenir un meilleur climat propre à susciter la confiance des milieux d'affaires.

- à prendre des mesures et incitations appropriées visant à promouvoir l'investissement privé local et étranger en accordant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises,

- à créer un environnement propice pour le développement de l'entreprise privée,

- à favoriser un meilleur accès au crédit, outils adéquats, équipements et techniques,

- à redynamiser le fonds auto-renouvelable déjà mis en place et à conduire des politiques volontaristes de création d'activités à haute intensité de main-d'œuvre.

Le Fonds spécial de développement mis en œuvre par les bailleurs de fonds et le fillet social continueront à atténuer les effets de la dévaluation sur les couches défavorisées de notre population.

La jeunesse malienne qui constitue la couche la plus nombreuse et la plus vulnérable de notre société, est aussi la plus tributaire de la crise économique, sociale et culturelle.

Aussi, mon gouvernement envisage-t-il entre autres en direction des jeunes :

- de favoriser l'adoption d'une réglementation pour le travail des jeunes et leur sécurité,

- d'encourager la formation civique et sportive des jeunes,

- de favoriser la création de maisons de jeunes, de centres d'information sur la jeunesse, de centres d'activités socio-culturelles diversifiées pour une utilisation saine du temps libre,

- de lutter contre la drogue, le tabagisme, l'alcoolisme, la délinquance juvénile par la promotion d'œuvres sociales pour la rééducation et l'insertion socio-professionnelle des jeunes délinquants,

- de favoriser la réalisation d'infrastructures scolaires multifonctionnelles,

- de favoriser les contacts inter-régionaux et inter-nationaux entre jeunes.

Les efforts de mon Gouvernement tendront à mettre notre diplomate au service du développement du pays tout en respectant les principes de base de notre politique extérieure, à savoir entre autres :

- le respect et la garantie des droits de l'homme et des peuples,

- le respect du principe de l'égalité souveraine des États,

- la non-ingérence dans les affaires intérieures des États,

- la solidarité et la coopération mutuellement avantageuses,

- l'attachement au règlement pacifique des différends,

- l'engagement pour l'unité africaine,

- la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans le monde.

C'est parce qu'il est profondément attaché à ces principes que notre pays conduit une politique d'ouverture fon-

dée sur la recherche de la paix, de l'amitié entre les peuples, dans la solidarité et le respect mutuel. Le Mali sera à tous les rendez-vous du renforcement de la coopération et de l'intégration africaines. Il poursuivra la consolidation des relations économiques avec les pays voisins dans la perspective d'une intégration sous-régionale plus poussée. Il entretiendra des relations fécondes avec tous les pays du monde épris de paix, de justice et de progrès.

Aussi continuera-t-il la rénovation de l'outil diplomatique et la redéfinition de la carte diplomatique.

Dans le domaine de la coopération, mon gouvernement renforcera sa coopération avec les pays étrangers en consolidant les institutions de coopération bilatérale et internationale, dans le respect de notre souveraineté et dans la sauvegarde de nos intérêts. Il accordera une attention particulière à la mobilisation rapide des ressources extérieures déjà acquises et qui le seront.

Dans le cadre de la coopération bilatérale, la coopération Sud-Sud continuera à être encouragée et soutenue.

Mon gouvernement œuvrera à la dynamisation de l'intégration africaine. C'est pourquoi il apportera toutes les contributions au renforcement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine dont le traité vient d'être signé.

L'action de mon gouvernement en direction de nos compatriotes vivant à l'étranger consistera à élargir en les renforçant les points d'appui en leur faveur en vue de leur implication effective dans le processus de développement économique et social de notre pays.

En outre, le gouvernement prendra des mesures visant à la réforme des consultations pour améliorer la gestion des problèmes des Maliens de l'étranger. À cet égard le réseau consulaire sera étoffé dans les pays à forte concentration d'émigrés maliens.

Quant à la question relative à la représentation des Maliens de l'extérieur à l'Assemblée nationale elle fait l'objet d'une étude approfondie dont les résultats vous seront communiqués en temps opportun.

La Déclaration qui vous est ici soumise, si elle vous paraît exhaustive, se limitant aux secteurs qui polarisent aujourd'hui toutes les attentions en raison des nombreuses inquiétudes et angoisses qu'ils suscitent.

Notre pays est aujourd'hui confronté plus que jamais à des difficultés de tous genres dont chacune prend l'allure d'un réel défi. À ces défis dans des situations conjoncturelles ou ponctuelles, il faudrait ajouter les dossiers issus des différents États généraux, et les autres grands problèmes de la nation pour lesquels la réflexion doit continuer en vue de solutions adéquates et durables.

Le séminaire gouvernemental qui vient de se dérouler du lundi 18 au vendredi 22 avril courant a adopté un programme annuel d'activités pour le reste de l'exercice 1994 et un programme d'activités à moyen terme 1994-1997 du gouvernement.

Le séminaire a également débattu d'un certain nombre de thèmes intersectoriels ou transversaux qui feront l'objet d'approfondissements en sessions spéciales du Conseil des ministres. Il s'agit notamment des problèmes fonciers, des problèmes d'éducation, de la coordination et de la communication gouvernementale, de la décentralisation, de l'emploi, de l'intégration régionale.

Je vous rendrez avec moi, que pour relever ces défis et éliminer les difficultés et les obstacles qui entravent notre processus démocratique et notre élan vers le développement, la conjugaison des efforts de tous les enfants de la nation s'impose comme une évidence.

Cette conjugaison des efforts ne pourrait être elle-même réussie que si tous les Maliens et de tous horizons politiques acceptaient de se résoudre à la conviction qu'ils ne forment qu'un seul et unique peuple, une seule et unique nation et qu'ils partagent tous le même destin avec la même foi.

Si le président de la République et le gouvernement ont de tous temps marqué leur préférence pour le dialogue et la concertation, c'est aussi parce qu'ils ont conscience qu'ils sont dépositaires d'un mandat dont ils se préoccupent de la réussite et qu'ils sont fermement attachés à l'alternance démocratique et pacifique. C'est encore parce qu'ils ont conscience que les Maliens sont tous concernés au même titre par le devenir du pays, et que ce devenir ne saurait se construire sur ses bases saines, et dans une atmosphère de paix et de concorde.

Je sais que vous porterez ces préoccupations. Et je ne doute point que quel que soit le courant politique auquel vous appartenez, vous avez à cœur de participer à la résolution des problèmes de la Nation et d'aider à juguler la crise sociale et économique qui secoue notre pays.

Vive le Mali  
Vive la République.